

RDUE

1 message

jean-marc Moinard <jean-marc@moinard-avocat.com>

12 décembre 2025 à 16:45

IMPORTANT

AUCUNE société ne devra présenter de DDS avant le 30 décembre 2026

Noël avant Noël en quelque sorte !

----- Message transféré -----

Sujet :Re: RDUE

Date :Fri, 12 Dec 2025 16:28:47 +0100

De :QUINQUENET Arthur - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <arthur.quinquenet@agriculture.gouv.fr>

Organisation :DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB

Pour :jean-marc <jean-marc@moinard-avocat.com>

Bonjour M. Moinard,

L'entrée en application du règlement ayant été repoussée d'un an, aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne sera soumise au RDUE avant le 30 décembre 2026.

Par ailleurs, les obligations incombant aux opérateurs ont été allégées par les modifications apportées par le Conseil et le Parlement la semaine dernière. Dorénavant, seul le premier émetteur sur le marché devra remplir une déclaration de diligence raisonnée, les opérateurs en aval bénéficiant d'une exemption. Concrètement, si votre entreprise est le premier opérateur en aval, celle-ci ne sera plus concernée par la déclaration, ni par la diligence raisonnée. Il en va de même pour l'ensemble des opérateurs et des commerçants, quelle que soit leur taille, plus loin dans la chaîne de valeur.

En espérant avoir répondu à votre question.

Bien à vous,

Arthur QUINQUENET
SDFE/SDFCB/BEFIB
DGPE

3 Rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP
Bureau : BJ552
www.agriculture.gouv.fr

Marianne

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

DGPE

liberté, égalité, fraternité

Le 11/12/2025 à 23:02, > jean-marc (par Internet) a écrit :

Monsieur,

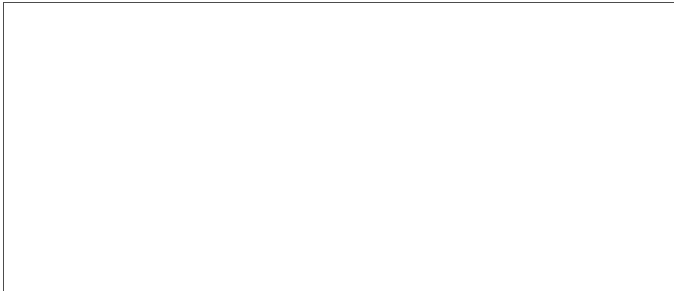
J'ai une nouvelle question.

Si en 2026 le premier acteur en aval (operators) est une micro-entreprise, elle ne sera pas encore soumis au RDUE.

Mais si cette micro-entreprise cède ses produits à des vendeurs (sellers) qui sont des ETI, ces ETI bénéficieront elles de l'exemption de leur fournisseur micro-entreprise ou devront elle :

- Solliciter des micro-entreprise malgré leur exemption, une diligence raisonnée
- Présenter elle même une diligence raisonnée

Merci d'avance de votre éclairage



Sujet :Re: IMPORTANT : interprétation RDUE

Date :Mon, 8 Dec 2025 09:28:52 +0100

De :QUINQUENET Arthur - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <arthur.quinquenet@agriculture.gouv.fr>

Organisation :DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB

Pour :BOUILLON Pierre - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <pierre.bouillon@agriculture.gouv.fr>, jean-marc <jean-marc@moinard-avocat.com>

Copie à :DERECLENNE Jean-Bernard - DGAL/SAS/SDSBEA <jean-bernard.derecenne@agriculture.gouv.fr>, RDUE - SNDI - CGDD/SEVS/SDE2 emis par PROTHERY Celia - CGDD/SEVS/SDE2 <deforestation@developpement-durable.gouv.fr>, COLNARD Odile - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <odile.colnard@agriculture.gouv.fr>

Bonjour M. Moinard,

Vous trouverez en PJ le communiqué de presse du Conseil qui explicite l'accord provisoire obtenu entre le Conseil et le Parlement en fin de semaine dernière.

En toute logique, si votre entreprise se situe en aval de la chaîne de valeur, elle sera exemptée d'une DDR, puisque celle-ci aura déjà été remplie par le premier "émetteur" sur le marché. Toutefois, vous devrez gardé le numéro de référence de diligence raisonnée si vous vous situez comme premier acteur en aval (rang n°2) dans la chaîne de valeur.

Je serai ravi d'échanger cette semaine ou la semaine prochaine si vous avez d'autres questions.

En vous souhaitant une excellente journée,

Bien à vous,

Arthur QUINQUENET
SDFE/SDFCB/BEFIB
DGPE

3 Rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP
Bureau : BJ552
www.agriculture.gouv.fr

Marianne
**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

DGPE

liberté, égalité, fraternité

Le 08/12/2025 à 08:16, BOUILLON Pierre - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB a écrit :

Bonjour M. Moinard,
Je vous informe en premier lieu que votre nouvel interlocuteur sur le RDUE à la DGPE est Arthur Quinquenet, en copie, qui a repris les attributions de M. Derecienne, appelé à d'autres fonctions.
S'agissant de la nouvelle version du RDUE, nous sommes actuellement en phase de négociation entre le Parlement Européen, le Conseil de l'UE et la Commission Européenne. La version finale du texte n'est pas encore arrêtée et nous ne pouvons faire que des conjectures sur les futures modalités d'application.
A ce stade, nous ne pouvons partager que l'information selon laquelle un accord est intervenu pour convenir d'un report de 12 mois de la date d'entrée en application. Les autres points sont encore en discussion.
Je vous propose de revenir vers nous dès que la version finale du règlement aura été arrêtée et publiée.
Bien cordialement,

Pierre BOUILLON
Chef du Bureau des Entreprises forestières et des Industries du bois

SDFE/SDFCB/BEFIB
DGPE

3 Rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP
Bureau : 6J520N
Tel : +33 1 49 55 40 52
www.agriculture.gouv.fr

Le 05/12/2025 à 21:03, > Jean-marc (par Internet) a écrit :

Madame, Messieurs

Concernant le Règlement sur la déforestation: un accord entre le parlement et le Conseil a été trouvé afin de reporter et de simplifier les mesures.

Enfin, les colégislateurs sont convenus d'exclure les produits imprimés du champ d'application du règlement, comme le demandait le Parlement.

Quels sont ces produits « imprimés » ?

Merci d'avance de votre retour

Cordialement

Jean-Marc Moinard

Le lun. 10 nov. 2025 à 10:50, Jean-marc Moinard <jean-marc@moinard-avocat.com> a écrit :

Madame Colnard, Monsieur Bouillon,

Pourriez-vous répondre à mon cabinet ?

Je vous en remercie d'avance.

Bien cordialement,

Le 07/11/2025 à 17:21, DERECLLENNE Jean-Bernard - DGAL/SAS/SDSBEA a écrit :

Bonjour M. Moinard

je ne suis plus en charge du dossier RDUE, vous pouvez vous adresser à Mme Colnard et M. Bouillon en copie de ce message.

bien cordialement

JB Derecienne

Le 07/11/2025 à 17:14, > Jean-marc (par Internet) a écrit :

Le 31/10/2025 à 09:40, Jean-marc Moinard a écrit :

Madame, Messieurs,

Sur le bois issu d'importation, les professionnels n'ont pas d'interrogation particulière : ils feront les déclarations pour avant importation, et leur service export reprendront le numéro de déclaration pour exporter en dehors des frontières européennes.

Concernant la période de grâce, est-elle générale (pénalités + DDR) ou bien les professionnels seront ils tout de même obligés de réaliser les déclarations dans TRACES ?

Le doute subsiste aussi pour les achats UE qui seront exportés en dehors du territoire européen

Afin d'imager mon propos, voici 3 cas figures pour lesquels je souhaiterais obtenir votre éclairage :

1) Le professionnel achète un produit fabriqué en UE avec du bois provenant d'un pays UE

Doit-on faire une DDR pour exporter ce produit en dehors de l'UE ?

2) Le professionnel achète un produit fabriqué en UE avec du bois provenant d'un pays hors UE

Le fabricant a normalement fait la DDR pour le bois qu'il utilise.

Doit-on faire une déclaration pour le produit « final » pour exporter en dehors de l'UE ?

3) Le professionnel achète un produit fini fait de papier et fabriqué en UE

Le fabricant (rang 1) a acheté du papier à un fournisseur UE (rang 2), mais le fournisseur de la pulpe à papier (rang 3) est hors UE.

La DDR a donc normalement été faite à ce moment-là par le fournisseur rang 2.

Le professionnel doit-il faire une DDR quand on veut exporter ce produit en dehors de UE ?

Bien cordialement,

Le 24/09/2025 à 10:34, jean-marc Moinard a écrit :

Monsieur,

Mon cabinet a été rendu destinataire de ce courrier des services de la commission s'agissant de l'application du RDUE et de son possible report qui serait consécutif à des problèmes techniques et à la trop grande complexité de l'enregistrement des opérateur notamment des TPE sur la plateforme dédiée.

Me confirmez-vous cette éventualité ?

Bien cordialement,

Sujet :Re: Fwd: IMPORTANT : interprétation RDUE

Date :Thu, 18 Sep 2025 12:45:14 +0200

De :DERECLENNE Jean-Bernard - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <jean-bernard.dereclenne@agriculture.gouv.fr>

Organisation :DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB

Pour :jean-marc <jean-marc@moinard-avocat.com>

Copie à :RDUE - SNDI - CGDD/SEVS/SDE2 <deforestation@developpement-durable.gouv.fr>

bonjour M. Moinard

d'après les tableaux explicatifs de la FAQ et des lignes directrices du RDUE, dans votre exemple, l'article (un lot de bois récolté, un lot de papier...) est fabriqué pendant la période transitoire, c'est à dire après l'entrée en vigueur du RDUE et avant son entrée en application : il n'est pas soumis au RDUE s'il est importé dans l'UE avant le 31/12, il est soumis au RDUE s'il est importé dans l'UE après le 31/12/2025 : dans ce dernier cas, l'opérateur devra pouvoir récolter toutes les informations prouvant la conformité au RDUE, par application de son système de diligence raisonnée, afin de réaliser la Déclaration de diligence raisonnée nécessaire à la mise en libre pratique du lot au sein de l'UE.

bien cordialement

Jean-Bernard DERECLENNE
chargé de mission RDUE RBUE
SDFE/SDFCB/BEFIB
DGPE

3 Rue Barbet de Joux 75349 PARIS 07 SP
Tel : 01 49 55 60 74
www.agriculture.gouv.fr

Marianne

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Logo type signature

liberté, égalité, fraternité

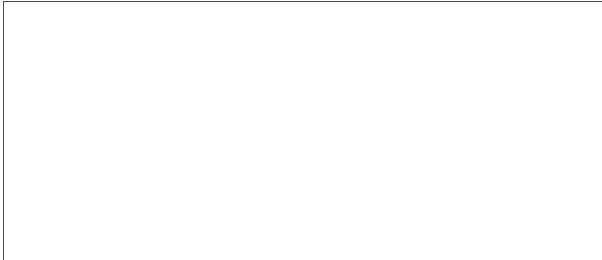
Le 16/09/2025 à 14:16, > jean-marc (par Internet) a écrit :

Monsieur,

Ce qui a retenu mon attention dans votre communication est la notion de *date de production*, que je comprends comme la date de fabrication.

Pour être plus précis : un article fabriqué le 20 décembre 2025 et arrivant en Europe en janvier 2026 est-il concerné ?

Bien cordialement,



Sujet :Re: RDUE

Date :Thu, 4 Sep 2025 15:28:48 +0200

De :DERECLENNE Jean-Bernard - DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB <jean-bernard.dereclenne@agriculture.gouv.fr>

Organisation :DGPE/SDFE/SDFCB/BEFIB

Pour :jean-marc <jean-marc@moynard-avocat.com>

Copie à :RDUE - SNDI - CGDD/SEVS/SDE2 emis par PROTHERY Celia - CGDD/SEVS/SDE2 <deforestation@developpement-durable.gouv.fr>

Bonjour

comme évoqué dans le mail précédent, tout ce qui aura été produit avant l'entrée en vigueur du RDUE n'y sera pas soumis, sauf si la mise sur le marché intervient après le 31/12/2028 (report d'un an inclus). Tout ce qui aura été produit et mis sur le marché entre cette entrée en vigueur et l'entrée en application (31/12/2028 + 6 mois pour les TPE) n'y sera pas soumis non plus. Concernant les produits bois, ils resteront soumis dans l'attente au RBUE s'ils sont listés en annexe de ce règlement 995/2010.

Pour la gestion des stocks, la traçabilité commerciale (facturation, bill of lading, packing list mentionnant les références, descriptions, n° de lot et quantités de produits), permettra à l'opérateur de montrer à son client que les produits ne sont pas soumis au RDUE sur la base de ces critères. Dès lors que ces produits ne seront pas soumis à Déclaration de Diligence Raisonnée, il reviendra à ces professionnels de déterminer la forme de la transmission de ces informations (pas prévu par le RDUE).

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

bien cordialement

Jean-Bernard DERECLENNE
chargé de mission RDUE RBUE
SDFE/SDFCB/BEFIB
DGPE

3 Rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP
Tel : 01 49 55 60 74
www.agriculture.gouv.fr

Image supprimée par l'expéditeur. Marianne

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Image supprimée par l'expéditeur. Logo
type signature

Image supprimée par l'expéditeur. liberté,
égalité, fraternité

Le 04/09/2025 à 12:22, > jean-marc (par Internet) a écrit :

Monsieur,

Il est indiqué quant à la mise en œuvre et à l'application pratique du règlement RDUE sur le site dédié de la Commission européenne que :

<https://eur-lex.europa.eu/fr/legal-content/summary/fighting-deforestation-and-forest-degradation.html#:~:text=Le%20r%C3%A9glement%20fixe%20une%20date,ou%20export%C3%A9s%20depuis%20l'UE.>

Le règlement fixe une date butoir au 31 décembre 2020.

Ce qui signifie que seuls les produits fabriqués sur des terres n'ayant pas fait l'objet d'une déforestation ou d'une dégradation des forêts après le 31 décembre 2020 seront autorisés sur le marché de l'UE ou exportés depuis l'UE.

D'où ma question : comment un opérateur qui aura encore du stock après janvier 2026 date d'application du Règlement, par exemple de marchandises importées en 2021, pourra-t-il justifier "rétroactivement" et en l'absence à l'époque d'outils fiables de géolocalisation, que ce bois provient de terres qui n'ont pas été déforestées ou dégradées ?

Je pense que c'est matériellement impossible pour la grande majorité des opérateurs.

Quels seront les documents qui devront être produits dans ce cas de figure ?

Merci d'avance de votre commentaire.

Cordialement,

Image supprimée par l'expéditeur.

Le 24/10/2024 à 11:48, RDUE - SNDI - CGDD/SEVS/SDE2 emis par PROTHERY Celia - CGDD/SEVS/SDE2 a écrit :

Bonjour Monsieur,

A titre de contexte, le MTEECPR (CGDD) a été désigné autorité compétente conjointe avec le MASAF (DGPE) [contact M. Jean-Bernard Dereclenne en copie] pour la mise en application du RDUE, qui devait entrer en application à compter du 30 décembre 2024.

Cependant, compte tenu du retard pris dans la préparation de cette mise en application par les entreprises et les Etats membres, la Commission européenne a déposé une proposition législative visant à décaler cette date d'une année.

Le COREP a soutenu cette proposition le 16 octobre 2024. Dans le cadre d'une procédure d'urgence, le Parlement votera sur cette proposition législative le 13 ou 14 novembre 2024.

En ce qui concerne les stocks de bois, il convient de rappeler que leur gestion est systématiquement encadrée, que ce soit par le RBUE ou le RDUE.

Pour ce qui relève de l'articulation RBUE/RDUE, vous trouverez ci-après un tableau de synthèse, prenant en compte deux données à savoir : i) la période de récolte du bois / de production bois listés à l'annexe 1 du RDUE, et ii) la période de mise sur le marché de ces produits bois.

Pour synthétiser, les produits resteront soumis au RBUE s'ils ont été produits avant le 29 juin 2023 (date d'entrée en vigueur du RDUE), et que leur mise sur le marché intervient avant fin 2027. Quant aux bois récoltés après l'entrée en vigueur du RDUE, et mis sur le marché avant le 30 décembre 2024, ils sont également soumis au RBUE.

Image supprimée par l'expéditeur

Bien cordialement,

L'équipe RDUE du Commissariat général au développement durable

Image supprimée par l'expéditeur. Marianne

**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE L'ÉNERGIE, DU
ET DE LA PRÉVENTION
DES RISQUES**

Image supprimée par l'expéditeur. liberté, égalité, fraternité

|